

Enfin dans la même zone de maquiladoras, on n'a pas parlé de l'état grave de détérioration de l'environnement, de la pollution incontrôlée qui agresse non seulement les travailleurs mais aussi les populations et communautés environnantes. Cette zone contaminée (on parle de la "frontière empoisonnée" dans cette région) s'étend sur 2 000 kilomètres. On ne compte plus les histoires d'horreur à son propos. En principe, le Mexique dispose d'une réglementation développée en matière de protection de l'environnement. Dans la réalité, cette réglementation n'est pas respectée, l'Etat n'a pas les moyens de la faire appliquer, d'en contrôler le respect, de sanctionner les coupables. Résultat: c'est le "free for all".

Voilà donc quatre aspects de la réalité mexicaine, quatre aspects qui nous interpellent par leur contenu humain. A notre avis, l'ALÉNA constituait - et doit constituer - une occasion non seulement de "faire des bonnes affaires" (encore une fois aux dépens d'une population du Tiers Monde) mais aussi d'améliorer la situation, les conditions de travail et la qualité de vie de la majorité de la population mexicaine. Or pour cela, il faut prendre des moyens précis. Sinon, les inégalités existantes et le manque de démocratie ne feront que se perpétuer et s'aggraver avec l'ALÉNA. L'ALÉNA sera un excellent instrument permettant aux riches du Mexique de se joindre au club des pays riches, mais la majorité de la population n'en verra pas les bénéfices.

"Une croissance concurrentielle ne saurait se développer derrière des barrières commerciales", affirmait Cuauhtemoc Cardenas en avril 1991, lors de son passage à Montréal. "Mais, poursuivait-il, un avenir fondé sur la seule libéralisation de l'économie... ne ferait qu'extrapoler les tendances actuelles et exacerber les vices du présent. Un pays comme le mien pourrait s'intégrer totalement à l'économie mondiale et quand même continuer à reproduire les déséquilibres sociaux et les disparités régionales sur son territoire."

C'est pourquoi, selon la Coalition québécoise sur les négociations trilatérales (CQNT), en alliance avec de semblables coalitions au Mexique et aux États-Unis, l'ALÉNA ne doit pas favoriser un "nivellement par le bas" des salaires, des normes du travail, des normes environnementales, etc. Un éventuel accord à trois doit avoir le souci de garantir et d'améliorer les normes du travail, la protection de l'environnement, les conditions salariales et le respect des droits humains au Mexique. Ce souci doit être d'autant plus fort que l'Accord pourra ultérieurement accueillir d'autres pays latino-américains.

A cette condition seulement, la libéralisation des échanges et l'intégration économique latino-américaine constitueront ce que Cardenas appelle "un pacte de développement pour les Amériques".